

Tournant énergétique

Polémique sur le recours au charbon pour sortir du nucléaire

Les exploitants de Mühleberg ont annoncé vouloir recourir au courant noir, CO₂ compris

Arthur Grosjean Berne

C'est le paradoxe de la semaine. Pour préserver l'environnement des déchets radioactifs et éviter une éventuelle catastrophe, la Suisse a décidé de tourner le dos au nucléaire. Le premier pas concret? L'annonce de la fermeture de Mühleberg en 2019. Mais, dans le même souffle, les exploitants de la centrale bernoise ont annoncé qu'ils se pourraient en énergie nucléaire et fossile pour combler les trous de production. La pollution en CO₂ va donc augmenter après 2019.

Pragmatisme?

Marche-t-on sur la tête ou est-ce une politique transitoire pragmatique? Nos deux invités, Regula Rytz, coprésidente des Verts, et Dominique Rochat, responsable à EconomieSuisse, ont des avis divergents (*lire ci-contre*). La première estime que c'est absurde, le second pense que les exploitants de la centrale n'ont pas d'autre choix. C'est d'ailleurs ce qu'a défendu Suzanne Thoma, la directrice des Forces Motrices Bernoises (FMB): «Dès 2019, la dépendance de notre pays vis-à-vis de l'étranger va augmenter et le courant issu des centrales nucléaires et des centrales fossiles étrangères jouera un rôle important.»

Qu'en pense la Confédération, qui a initié la sortie du nucléaire? S'émeut-elle qu'on recoure à nouveau au charbon étranger? Pas vraiment. «Le Conseil fédéral ne va pas faire des prescriptions sur quel type d'énergie les exploitants de centrale doivent acheter, explique Marianne Zünd, responsable de la communication à l'Office fédéral de l'énergie (OFE). La décision appartient aux entreprises et dépend des prix sur le marché.»

L'OFE rappelle que l'énergie nucléaire sera comblée avant tout par l'efficacité énergétique, puis par la montée en puissance des énergies renouvelables qui prendront le relais à 100% d'ici à 2050. Le Conseil fédéral n'exclut pas dans la phase transitoire que la Suisse ait besoin d'une ou deux centrales à gaz. Ces dernières s'avèrent moins polluantes qu'une centrale à charbon.



La centrale électrique nucléaire des Forces Motrices Bernoises (FMB) de Mühleberg va fermer en 2019. GÉRALD BOSSHARD

Pour

«Les exploitants n'ont pas d'autre choix»

● C'est la première fois que des exploitants de centrale nucléaire jettent l'éponge. Un crève-cœur pour EconomieSuisse?

Non. EconomieSuisse a très clairement dit que l'objectif de construire de nouvelles centrales nucléaires était politiquement inimaginable. C'est rayé de notre carte. Donc il n'y a pas de nostalgie. Nous ne sommes pas mariés à une technologie. Pour nous ce qui est important, c'est la sécurité d'approvisionnement et des prix compétitifs.

Les FMB vont recourir au charbon. Est-ce le coup de pied de l'âne pour montrer que la sortie du nucléaire provoque plus de CO₂?

C'est avant tout une décision d'entreprise. Mühleberg, sauf erreur, représente la moitié de la production d'électricité des FMB. 2019, c'est demain! Pour remplacer cette production, on ne peut



Dominique Rochat, responsable de projets à EconomieSuisse

pas tout d'un coup sortir une baguette magique et trouver une solution. Donc, pendant la transition, les FMB sont obligées de s'approvisionner sur le marché de l'électricité. Et celle-ci vient de France et d'Allemagne. C'est donc un mélange de nucléaire et de fossile. Les exploitants n'ont pas le choix.

Ne pourraient-ils pas acheter de l'énergie renouvelable?

Quand elle se retrouvera en abondance, les FMB en achèteront aussi. Mais il faut voir qu'en hiver, le solaire allemand produit extrêmement peu. Vous avez beaucoup plus sur le marché d'énergie issue du gaz et du charbon.

Contre

«C'est absurde. Il y a assez d'énergie verte»

● La transition énergétique a un goût de CO₂ puisque les FMB vont recourir au charbon allemand. Choquée?

Oui, cela me choque parce que c'est absurde. Il n'y a pas de trou d'électricité à combler. Nous avons assez d'énergie de substitution, verte et renouvelable sur le marché. Ces trois dernières années, nous avons accéléré avec la production du solaire. Et la Suisse est actuellement bien positionnée pour développer les énergies vertes ces prochaines années. Si on débloquent tous les fonds d'aide aux énergies renouvelables, on pourrait produire le double de la capacité de Mühleberg.

Les Verts ne sont-ils pas incohérents? Vous voulez l'arrêt rapide des centrales alors que l'on n'a pas l'énergie verte de substitution en suffisance.

Non il n'y a pas d'incohérence. Nous avons d'ailleurs lancé une



Regula Rytz, coprésidente des Verts suisses

initiative qui demande la fermeture des centrales après 45 ans d'exploitation. Donc on procède par étapes. Leibstadt, la centrale la plus récente, peut fonctionner jusqu'en 2029. En revanche, Beznau I et II doivent être arrêtées immédiatement. Ce sont de petites centrales. Cela ne pose pas de problème de substitution.

Les gens, quand ils votent, ne sont pas très écolos. On l'a vu à Fribourg avec le maintien des radiateurs électriques...

Heureusement, il y a plein de contre-exemples ailleurs en Suisse. A Fribourg, nous n'avons peut-être pas mené une campagne suffisamment forte.

Ex-cadre de l'ONU pour l'initiative «1:12»

L'ancien économiste en chef des Nations Unies estime qu'une intervention de l'Etat est justifiée

Les socialistes font appel à l'ancien économiste en chef de l'ONU Heiner Flassbeck pour convaincre le peuple de voter en faveur de l'initiative «1:12 - pour des salaires équitables». Aux yeux de l'Allemand, une intervention de l'Etat dans le marché aurait des conséquences moins graves que ce que certains ne craignent.

Heiner Flassbeck a présenté un document de travail hier à Berne, lors d'une conférence de presse organisée par la Jeunesse socialiste. Selon lui, une intervention de l'Etat se justifie car le marché ne fonctionne plus correctement: au niveau global, les écarts de revenus se creusent et le chômage augmente bien que les salaires des plus démunis restent bas. Et d'ajouter que dans plusieurs domaines, comme la finance et les technologies de l'information, la structure du marché est quasi-monopolistique. L'Etat doit aussi prendre les devants pour assurer que la concurrence fonctionne.

Dans son document, Heiner Flassbeck s'interroge sur les risques de sanctions économiques qu'encourrait un petit pays comme la Suisse s'il voulait corriger les «dérives» économiques des dernières années. En cas de oui, on ne peut pas exclure que des entreprises qui pratiquent des écarts salariaux de l'ordre de 1:50 ou plus aient des réactions aussi choquantes que leurs pratiques salariales, selon lui. Néanmoins, on pourrait mettre en œuvre l'esprit de l'initiative populaire de manière à éviter de tels chocs.

Il s'agirait par exemple de faire en sorte que les futures augmentations salariales soient systématiquement opérées dans le schéma «1:12». Les bas salaires progresseraient alors que les hauts stagneraient. Autre possibilité évoquée, l'Etat pourrait temporairement augmenter les impôts des plus nantis afin de soulager les bas revenus. Et l'économiste allemand de présenter diverses thèses de ce genre. Pour rendre l'initiative encore plus crédible, il faudrait assurer aussi une véritable transparence des rémunérations.

L'économiste relativise également les menaces brandies par les opposants à l'initiative, notamment celle d'un exode économique en cas de oui. Ce sont ne pas les managers qui produisent mais les entreprises et les employés, souligne-t-il. L'application de l'initiative n'interviendra en outre pas du jour au lendemain. **ATS**

Samstagern (ZH)

Adolescent percuté par un train

Un adolescent de 17 ans a été percuté par un train mercredi vers 18 h 40 en gare de Samstagern (ZH). Grièvement blessé, il a été hélicoptéré à l'hôpital, a indiqué hier la police cantonale zurichoise. L'adolescent a traversé les voies alors qu'un train arrivait en gare. Il a été heurté par la locomotive. Les circonstances exactes de l'accident ne sont pas claires. Le trafic ferroviaire a été momentanément interrompu et un service de bus a été mis en place. **ATS**

Elle a dit

«La vignette à 100 francs pour tous est une aberration économique et environnementale»



Adèle Thorens, coprésidente des Verts suisses

OGM

Quatre Romands acquittés par la justice zurichoise

Quatre Romands accusés d'avoir saccagé un champ de blé génétiquement modifié sur le site d'Agroscope Zurich-Reckenholz en 2008 ont été acquittés hier par la justice zurichoise. Aucune preuve de leur présence sur le champ de l'institut au moment des faits n'a pu être établie. Le Tribunal de district de Zurich n'a donc pas suivi le Ministère public qui réclamait 12 mois de prison avec sursis, assortis d'une amende, pour déprédation qualifiée, violences, menace et contrainte. **ATS**

Entraide



Le président de la Confédération, Ueli Maurer, a reçu hier au Palais fédéral 120 élèves qui ont participé à une vente en faveur de projets de l'œuvre d'entraide Swissaid. Il les a remerciés pour leur engagement pour les personnes défavorisées dans les pays du Sud. La vente de porte-clés par quelque 20 000 élèves dans toute la Suisse a rapporté cette année 900 000 francs à Swissaid. **ATS**

Le chiffre

1,2

En million de francs, c'est la somme que versera la Fondation suisse pour le climat à 18 PME qui réduisent leur impact environnemental. Côté romand, seule l'entreprise Aficor à Chanéaz est récompensée. Elle développe une machine qui fabrique des pellets à forte teneur énergétique. Les demandes de soutien financier venant de Suisse romande et du Tessin sont sous-représentées, explique la fondation dont le prochain but est de se faire mieux connaître dans ces régions linguistiques. **ATS**

Une fillette se noie

Parc aquatique Une fillette de 3 ans a perdu la vie dans un parc aquatique, mercredi à Samnaun (GR). Elle a été découverte inanimée dans un bassin. Malgré les tentatives pour la réanimer, elle est décédée deux heures plus tard. **ATS**

Chats sans puce

Conseil fédéral Contrairement aux chiens, les chats ne devraient pas obligatoirement être munis d'une puce électronique. Le Conseil fédéral rejette cette idée lancée par le conseiller national Pierre Rusconi (UDC/TI). A ses yeux, ni la lutte contre la rage ni la recherche des animaux ne justifient cette mesure. **ATS**